



Cahier des demandes

Élections Québec 2026

 **Repentigny**
S'épanouir



Mot du maire

L'élection québécoise est un moment charnière où les citoyens choisissent celles et ceux qui les gouverneront. Pour les municipalités comme Repentigny, c'est aussi l'occasion de rappeler que le gouvernement du Québec est notre principal partenaire pour faire avancer les projets qui comptent.

L'objectif de ce cahier est de justement présenter aux candidats des différents partis des demandes lucides, réalistes et nécessaires. Des demandes qui nous permettront de continuer d'offrir des services de qualité à nos citoyens, tout en protégeant leur portefeuille et en gérant les fonds publics avec rigueur.

La campagne Québec 2026 est aussi une occasion de leur faire découvrir Repentigny, une ville vivante et ambitieuse, qui a des projets et qui veut les faire avancer. En mobilité, en infrastructures, en habitation, en solidarité sociale comme en développement économique, nous sommes prêts à faire notre part.

Nous demandons au prochain gouvernement d'être au rendez-vous avec nous.

Nicolas Dufour
Maire de Repentigny

Repentigny en bref



Population

90 815

habitants en 2025



77 500 \$

est le revenu médian
des ménages après
impôts en 2020

Superficie

70,25 km²



25 125

familles

Berges

28 km



21% de personnes
issues de l'immigration

Budget annuel
de la Ville

203,1 M\$

**42,7
ans**

d'âge moyen
des citoyens

6^e ville

en importance
dans la
Communauté
métropolitaine
de Montréal



2^e rang

au sein de
la région de
Lanaudière



13^e ville

la plus populeuse
au Québec



36%

de personnes
de 55 ans et +

4 priorités pour le prochain gouvernement

1. Mobilité

Donner de vraies options aux citoyens

- ✓ Faire avancer le Projet structurant de l'Est (PSE) et assurer une desserte efficace de Repentigny.
- ✓ Réaliser la reconfiguration de l'échangeur A-40/A-640.
- ✓ Assurer un financement adéquat et prévisible d'exo et soutenir la navette fluviale jusqu'au centre-ville de Montréal.

2. Infrastructures

Obtenir notre juste part

- ✓ Assurer une répartition plus équitable des programmes d'infrastructures, notamment du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), afin que Repentigny obtienne sa juste part.
- ✓ Financer les prochaines phases du mur antibruit le long de l'autoroute 40.
- ✓ Bonifier l'aide à l'adaptation des infrastructures municipales aux changements climatiques (inondations, pluies abondantes et chaleur extrême).

3. Solidarité sociale

Agir avant que les problèmes s'aggravent

- ✓ Bonifier et pérenniser les programmes favorisant le logement social et abordable.
- ✓ Augmenter le soutien aux organismes qui interviennent en itinérance.
- ✓ Bonifier le programme CIDD (Concertation, Intervention, Désescalade et Déjudiciarisation) du Service de police de Repentigny pour mieux intervenir auprès des personnes vulnérables.

4. Développement économique

Faciliter les projets, pas les alourdir

- ✓ Créer un programme pour revaloriser les installations publiques donnant accès aux berges et soutenir le développement récréotouristique.
- ✓ Mettre un frein aux nouvelles règles qui augmentent le fardeau administratif.

Mobilité



Faire avancer le Projet structurant de l'Est (PSE) et assurer une desserte efficace de Repentigny

Après des années de représentations, Repentigny est maintenant intégrée au tracé du PSE avec un terminus prévu sur son territoire.

La Ville demande au prochain gouvernement de confirmer le financement nécessaire à la réalisation du PSE et de présenter un échéancier clair, incluant le tronçon jusqu'à Repentigny.

Réaliser la reconfiguration de l'échangeur A-40/A-640

Avec près de 200 000 véhicules par jour, l'échangeur A-40/A-640 est au cœur des problèmes de congestion vécus à Repentigny et dans l'est de la couronne Nord. En 2022, à la suite du Forum sur la mobilité de Repentigny et Terrebonne, Québec s'était engagé à étudier sa reconfiguration.

La Ville demande maintenant au prochain gouvernement de confirmer le financement du projet et de présenter un échéancier clair pour sa réalisation.

Assurer un financement adéquat et prévisible d'exo

À Repentigny, les besoins en transport collectif augmentent, mais l'offre de service ne suit pas. Cette réalité touche l'ensemble de Lanaudière, où la population a augmenté de 11,5 % entre 2016 et 2021. Sans financement supplémentaire, exo pourrait devoir réduire son offre de plus de 10 %, avec moins de lignes et moins de départs.

La Ville demande au prochain gouvernement de donner à exo les moyens de maintenir les services actuels et d'en ajouter pour répondre à la croissance des besoins.

Soutenir la navette fluviale jusqu'au centre-ville de Montréal

La navette fluviale relie actuellement Repentigny, Varennes et Pointe-aux-Trembles, sans liaison directe vers le centre-ville de Montréal.

La Ville demande au gouvernement de soutenir la mise en place d'un projet pilote vers le Vieux-Port de Montréal afin d'évaluer le potentiel de cette liaison comme option de transport collectif pour les citoyens de Repentigny.

Infrastructures

Bonifier les programmes d'infrastructures, notamment le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)

Le financement accordé à Repentigny dans le cadre de la TECQ est passé de 40 M\$ à 28 M\$, une baisse de 30 %. Cette diminution survient alors que les besoins en infrastructures continuent d'augmenter et que l'inflation fait grimper considérablement le coût des travaux.

La Ville demande au gouvernement de revoir le financement accordé afin qu'il reflète mieux cette réalité et permette aux municipalités, notamment Repentigny, de maintenir des infrastructures de qualité, tout en limitant la pression sur le compte de taxes des citoyens.

Financer les prochaines phases du mur antibruit le long de l'autoroute 40

La Ville entame la prochaine phase d'un projet de mur antibruit qui se réalisera en plusieurs étapes le long de l'autoroute 40. Celle-ci prévoit la construction d'un nouveau tronçon du côté nord, entre les boulevards Brien et de La Rochelle.

Évaluée à 20 M\$, cette phase serait financée à parts égales par la Ville et le gouvernement du Québec.

La Ville demande au gouvernement de confirmer sa participation financière de 10 M\$ afin d'amorcer la conception en 2027 et de poursuivre le déploiement des phases suivantes.

Bonifier l'aide financière consacrée aux infrastructures municipales

Les municipalités possèdent près de 60 % des infrastructures publiques du Québec, mais les programmes actuels ne permettent pas de planifier adéquatement leur entretien à long terme. Avec le vieillissement des réseaux d'eau et de voirie et la hausse des coûts de construction, la pression sur les finances municipales continue d'augmenter.

La Ville demande au prochain gouvernement un financement stable et prévisible sur 10 à 20 ans pour entretenir ses infrastructures et planifier les investissements nécessaires.

Solidarité sociale

Bonifier et pérenniser les programmes favorisant le logement social et abordable

Les démarches dédoublées entre les partenaires gouvernementaux en habitation (SHQ et SCHL) retardent de 2 à 3 mois la réalisation de logements abordables.

La Ville demande au gouvernement de simplifier les programmes de financement et de mieux les adapter à la hausse actuelle des coûts de construction et des terrains.

La Ville et les organismes du territoire réclament également de meilleurs outils financiers et réglementaires pour acquérir des propriétés et accélérer la réalisation de logements sociaux et abordables.

Augmenter le soutien aux organismes qui interviennent en itinérance

En 2026, Repentigny a répertorié jusqu'à présent 30 personnes en situation d'itinérance. Une réalité en croissance qui touche désormais des villes de toutes tailles. Derrière chaque situation se trouvent des enjeux humains complexes qui nécessitent des ressources et une réponse adaptée au territoire. C'est dans cet esprit que Repentigny a adopté en conseil municipal une résolution en appui au mouvement national « Le communautaire à boutte ».

La Ville demande au prochain gouvernement de renforcer le financement des organismes et des services de proximité, et de travailler en concertation avec les municipalités pour mieux prévenir l'itinérance et accompagner les personnes vulnérables.

Bonifier le programme CIDD (Concertation, Intervention, Désescalade et Déjudiciarisation) du Service de police de Repentigny

En 2025, l'équipe CIDD a traité près de 1 000 dossiers en santé mentale, violence conjugale ou familiale.

La Ville demande au gouvernement du Québec de bonifier son soutien au programme afin de renforcer cette approche et ainsi d'offrir, au bon moment, la bonne intervention aux personnes qui en ont besoin.

Développement économique

Créer un programme pour revaloriser les installations publiques donnant accès aux berges et soutenir le développement récréotouristique

Repentigny poursuit depuis plusieurs années ses investissements pour redonner le fleuve Saint-Laurent et la rivière L'Assomption à la population, notamment avec de nouveaux accès publics et éventuellement une base nautique.

La Ville demande au prochain gouvernement de bonifier et d'adapter ses programmes d'aide financière afin de soutenir davantage les municipalités qui souhaitent développer l'accès aux berges, les activités nautiques et le récréotourisme.



Mettre un frein aux nouvelles règles qui augmentent le fardeau administratif des municipalités et des PME

Le poids de la réglementation demeure important pour les PME. Au Québec, les entreprises consacrent près de 10,9 G\$ par année pour se conformer aux différentes exigences gouvernementales, soit environ 38 971 \$ par entreprise employant du personnel. Les dirigeants de PME consacraient également en moyenne 32 jours de travail par année à la paperasserie.

À l'image de l'économie québécoise, le tissu économique de Repentigny repose largement sur les PME, qui sont particulièrement touchées par cette réalité. Les démarches administratives peuvent notamment complexifier le recrutement de travailleurs étrangers, alors que plusieurs entreprises doivent composer avec des besoins de main-d'œuvre.

La Ville demande au prochain gouvernement de poursuivre l'allègement réglementaire, de simplifier les démarches administratives, et de travailler en concertation avec les municipalités et les acteurs économiques avant d'imposer de nouvelles exigences aux entreprises.